



PRÉFET DU VAR

PREFECTURE

DIRECTION DE L'ACTION TERRITORIALE DE L'ETAT

BUREAU DU DEVELOPPEMENT DURABLE

**ARRETE en date du - 4 MAI 2012**

**portant mise en demeure et suspension d'activité  
au titre de la réglementation relative  
aux installations classées pour la protection de l'environnement**

**Exploitation illégale de carrière par la SARL HUMO NATURE**

**Lieu-dit Colle Balardy**

**Commune du FLASSANS SUR ISSOLE**

Le Préfet du VAR,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement et notamment son article L.514-2,

Vu le décret n° 94-485 du 9 juin 1994 incluant les carrières dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sous la rubrique 2510,

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières, modifié par l'arrêté du 24 janvier 2001,

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées auprès de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 2 avril 2012,

Considérant que la société HUMO NATURE (dont le dirigeant est M. Thierry DERBEZ, du groupe DERBEZ) a engagé M. GIORDANENGO, prestataire indépendant, pour réaliser des affouillements, sur le territoire de la commune de Flassans sur Issole au lieu-dit « Colle Balardy », sur une surface totale d'environ 5000 m<sup>2</sup>, et extraire les matériaux rocheux (pierres et blocs) à la demande du propriétaire M. PORTAL,

Considérant que les extractions précitées, sur une superficie supérieure à 1000 m<sup>2</sup>, avec des matériaux extraits évacués, constituent une activité soumise à autorisation préfectorale préalable au titre de la rubrique n° 2510-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

.../...

Considérant que ces extractions n'ont fait l'objet d'aucune demande d'autorisation à ce titre,

Considérant qu'il y a lieu de mettre en demeure la SARL HUMO NATURE de régulariser sa situation par le dépôt d'une demande d'autorisation,

Considérant que les travaux illégaux susvisés portent une atteinte grave aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement, notamment sur l'air (émissions de poussières) et le paysage (affouillements, exhaussements et fronts de taille),

Considérant, pour ces motifs, que la poursuite de ces extractions, de nature à aggraver ces désordres, ne peut être tolérée, il y a lieu de suspendre cette activité jusqu'à la décision relative à la demande d'autorisation susvisée,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Var,

### **ARRETE**

#### Article 1:

La SARL HUMO NATURE, dont le siège social est situé ZA Le Grand Pont – BP 21 – 83310 GRIMAUD - est mise en demeure de régulariser, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, la situation administrative de l'installation classée pour la protection de l'environnement (affouillements) qu'elle exploite lieu-dit « Colle Balardy », sur le territoire de la commune du FLASSANS SUR ISSOLE.

A cette fin, la SARL HUMO NATURE doit déposer un dossier de demande d'autorisation d'exploiter établi conformément aux articles R 512-2 à R 512-10 du code de l'environnement.

#### Article 2:

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 514-2 du code de l'environnement.

#### Article 3:

L'exploitation des affouillements est suspendue jusqu'à la décision relative à la demande d'autorisation visée à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus.

#### Article 5 – Notification et publicité:

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

Il sera également affiché en mairie du FLASSANS SUR ISSOLE pendant une durée d'un mois. Procès verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

..../....

Article 6 – Recours:

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative :

- par l'intéressé dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'acte,
- par les tiers, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte.

Article 7 – Exécution :

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Maire de Flassans sur Issole, l'Inspecteur des installations classées auprès de l'unité territoriale de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie sera également adressée au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, au Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé – Délégation territoriale du Var.

Toulon, le - 4 MAI 2012

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général  
  
Olivier de MAZIERES